

commerciaux et provoqué sur le plan politique une grave tension. Je suis convaincu cependant que les trois pays intéressés prendront toutes les mesures possibles d'ordre commercial et financier pour éviter ce danger qui ne pourrait profiter qu'à ceux qui veulent rompre l'unité et la stabilité du monde démocratique.

Si une telle division venait à se produire, et je suis loin de penser qu'elle se produira, elle serait désastreuse pour le Canada et pour l'œuvre que nous avons édifiée depuis la fin de la guerre. Il nous faut compter sur le commerce avec les pays du sterling aussi bien qu'avec les pays du dollar. L'exploitation de vastes régions du Canada vise dans une grande mesure à alimenter le marché anglais et ces régions se trouveraient dans une situation fort critique si la zone sterling et la zone dollar étaient isolées l'une de l'autre. Les conséquences ne seraient pas moins désastreuses du point de vue de la défense. Le Traité de l'Atlantique-Nord serait vite compromis si les États-Unis et le Royaume-Uni suivaient une orientation économique divergente, chaque pays entraînant avec lui une large part du commerce mondial.

Le résultat le plus important de la conférence tripartite de Washington me semble être le front uni que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada ont présenté dans l'étude de ces problèmes. La crise n'a pas été envisagée comme étant particulière au Royaume-Uni ou à la zone sterling, mais plutôt comme une crise commune intéressant les trois pays et exigeant de leur part une action commune. Il n'y a pas eu de récriminations. Nous avons travaillé ensemble comme une équipe et nous avons convenu de l'orientation à donner à nos efforts.

### Le Commonwealth

Dans un monde inquiet et incertain, notre association intime et si précieuse avec les nations du Commonwealth reste ferme et durable et peut être citée en exemple aux autres. Les difficultés d'ordre économique et financier qui menacent parfois,—mais ne font que menacer,—de nous diviser sont aujourd'hui les seules ombres au tableau.

En janvier prochain, les ministres du Commonwealth auront tenu quatre importantes réunions en quinze mois: celles des Premiers ministres du Commonwealth, en octobre 1948 et en avril 1949; celle des ministres des Finances du Commonwealth en juillet 1949; et celle des ministres des Affaires extérieures à Colombo, en janvier 1950. La participation de l'Inde, du Pakistan et de Ceylan constitue un événement marquant dans l'histoire non seulement du Commonwealth mais du monde entier.

La réunion des Premiers ministres d'avril dernier a porté uniquement sur les importantes questions constitutionnelles que soulevait la décision de l'Inde d'adopter une constitution républicaine et son désir de rester membre du Commonwealth. Ces questions présentaient des difficultés, mais l'immense majorité des Canadiens se sont réjouis, j'en suis sûr, de ce qu'elles ont été résolues de façon satisfaisante par un compromis du genre de ceux qui, plus d'une fois, ont non seulement empêché le Commonwealth de se dissoudre, mais l'ont en fait consolidé.

Au sein du nouveau Commonwealth, les pays désireux de garder leur allégeance à Sa Majesté peuvent le faire en toute liberté. D'autre part, il sera possible à une république de rester dans le Commonwealth en acceptant le Roi

com  
chef  
  
en p  
a de  
règn  
dom  
la s  
et e  
Com  
bliq  
que  
liers  
wea  
cord  
ven  
  
aur  
aut  
plus  
com  
fère  
des  
d'or  
  
Déc